République Française — Circonscription de PONTARLIER — Département du Doubs 3e circ

Élection Législative du 23 Novembre 1958

A Mesdames et Messieurs les Électeurs,

Cédant aux pressantes sollicitations de nombreux amis, j'ai accepté de poser ma candidature à l'élection législative du 23 Novembre, à Pontarlier. Je n'ignore certes pas que ma décision a causé quelque surprise, et j'ai le devoir de vous en donner les raisons afin de dissiper toute équivoque.

Elu sénateur, le 20 Octobre 1957, je devais normalement me représenter devant les électeurs au terme de mon mandat, soit en Juin 1961. L'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle a bouleversé le calendrier. Après les élections législatives de Novembre, ce sera, le 26 Avril prochain, le renouvellement total du Sénat ; or, le Collège électoral appelé à élire les sénateurs sera nettement différent de celui auquel je dois ma première élection, en raison d'abord du renouvellement en Mars prochain des Conseils Municipaux, appelés eux-mêmes à désigner les nouveaux délégués sénatoriaux, mais encore et surtout du fait que désormais la représentation des villes se verra sensiblement accrue au détriment de celle des communes rurales, et ceci, de changer totalement les données du problème.

Dans le même temps le Gouvernement décidait le retour au scrutin d'arrondissement, et la création de la nouvelle circonscription de Pontarlier formée maintenant de l'ancien arrondissement, et de cinq cantons pris, trois sur Besançon, et deux sur Montbéliard, dont celui du Russey, le mien. Telle qu'elle est, cette circonscription, tout en présentant un équilibre rarement atteint, n'en est pas moins en grande partie rurale et paysanne et peut, de ce fait, dans et pour le département, prétendre à un représentant rural. Telles sont les seules raisons invoquées par mes amis, et qui, finalement, ont déterminé ma décision.

Je me présente à vos libres suffrages, en dehors de tout parti politique, et plus encore de toute investiture de groupement d'occasion. Mes idées politiques vous sont connues : elles sont intransigeantes sur les grands principes : Patrie - Famille - Liberté de Conscience. Dans tous les autres domaines, je pense avec le Général de Gaulle qu'il est urgent de rassembler tous les Français pour les objectifs de Salut Public qui s'imposent aux uns et aux autres.

La Détresse de la Paysannerie

Agriculteur exploitant, rivé à la terre de mes ancêtres, paysan et rural de souche et de conviction mes premières préoccupations vont au monde agricole que les pouvoirs publics encensent beaucoup mais soutiennent si peu, dont je connais mieux que quiconque les besoins, dont je partage les légitimes aspirations, mais aussi les lourdes inquiétudes.

La Paysannerie représente en France 30% de la population, mais le revenu agricole, qui en 1938 représentait 19% du revenu national, est tombé aujourd'hui à 12 %. Aussi est-elle fermement résolue désormais, à ne plus se laisser traiter en parent pauvre. Les mesures fragmentaires, improvisées et le plus souvent contradictoires prises jusqu'ici, n'avaient aucune chance de prévenir la crise et moins encore de l'atténuer.

UN PLAN D'ENSEMBLE S'IMPOSE, que réclament depuis longtemps les organisations agricoles et qui ne saurait être élaboré sans la participation effective et l'accord indispensable de la profession.

Ce Plan doit prévoir entre-autres:

— Une organisation des marchés avec recherche des débouchés et fixation de prix garantis et rémunérateurs.
— Un fonctionnement honnête du fond de garantie mutuel.
— La parité économique et douanière avec les autres éléments d'activité de la nation.
— La reconnaissance de la place de l'agriculture dans l'expansion économique nationale et dans l'équilibre de la balance des comptes extérieurs.
— Une plus large politique de crédit en faveur des agriculteurs en général, et des jeunes plus spécialement.

Nos Industries Régionales

Mes préoccupations vont encore à nos industries du Haut-Doubs.

Et d'abord : l'Horlogerie qui, dans notre circonscription, fait vivre plusieurs milliers d'ouvriers et leurs familles, et qui traverse aujourd'hui une crise telle qu'elle n'en a peut-être jamais connu de semblable.

Certes, il est permis d'espérer que cette crise n'est que momentanée, mais il y a lieu de rechercher, sans plus tarder, les moyens propres à parer au pire. Je souhaite ardemment que se réalise, au sein de la profession horlogère, cette unité qui seule peut lui permettre d'affronter avec succès les luttes qu'elle aura demain à soutenir. C'est à ces réalisations que j'entends me consacrer, en multipliant les contacts avec dirigeants patronaux et ouvriers.

C'est aussi notre industrie du bois qui, bien que moins touchée que l'horlogerie, se trouve cependant menacée par le ralentissement dans la construction.

Le marché commun

Il doit ouvrir tant à l'Agriculture qu'à l'Industrie, de nouveaux débouchés, mais il faudra compter avec la concurrence étrangère qui, parce que bien organisée et soutenue, s'annonce comme dangereuse, et les producteurs français, jusqu'ici abandonnés, ne pourront y faire face, s'ils ne sont demain solidement épaulés. Ils se trouveront dans l'impossibilité absolue de soutenir la concurrence, si, dans les pays du Marché Commun et de la zone de libre échange, salaires, horaires de travail, charges sociales et fiscales ne sont pas alignés sur les nôtres.

La Défense du Franc

Le franc doit être défendu par une politique d'économies et d'ordre, faisant suite à une politique de gaspillage et d'anarchie. Il est vain, même criminel de parler « progrès social » si la monnaie n'a pas un pouvoir d'achat consolidé et stable.

La Modernisation des Campagnes

Pour freiner l'exode rural, il faut agir vite, et que disparaissent les taudis que l'on rencontre encore trop souvent dans nos villages ; seule une politique hardie de l'habitat rural permettra d'assurer à l'ouvrier d'usine comme au travailleur des champs un logement décent ; avec cette amélioration de l'habitat, ce sont encore les travaux d'adduction d'eau et d'électrification, le téléphone automatique rural, le réseau routier, les transports en commun si manifestement insuffisants dans certains secteurs qui resteront au premier plan de mes préoccupations. Mais ceci serait insuffisant sans l'implantation tant souhaitable de petites industries dans les centres ruraux qui n'en possèdent pas. Déjà dans ce domaine il s'est trouvé des précurseurs qui méritent d'être encouragés et suivis ; mais leurs initiatives n'auront de plein effet qu'avec la suppression **des abattements de zones, tant pour les salaires** que pour **les allocations familiales** qui doivent être les mêmes pour tous.

Collectivités Locales

Maire de mon village depuis bientôt 25 ans, je connais les difficultés sans cesse croissantes des municipalités. Ces difficultés dues à la réduction considérable des crédits d'équipement, comme aussi aux restrictions d'application de la taxe locale, portent un coup très dur au développement et à l'autonomie des communes.

Pour remédier à une telle situation, il y a lieu de créer une Caisse de Prêts aux collectivités locales, dotée de l'autonomie financière et capable d'émettre des emprunts, seule solution au problème de l'équipement. Par ailleurs une réforme des finances locales s'impose, qui, par le transfert à l'Etat des charges d'intérêt national et la péréquation des ressources provenant de la taxe locale, affranchirait les communes des abus de la tutelle administrative et des organismes étatiques.

Algérie et Union Française

Elles sont la plus grande France que nous devons défendre et aider à évoluer dans tous les domaines.

Les réformes amorcées doivent être continuées. Elles ne peuvent être dictées ni par le terrorisme interne, ni par les ingérences des voisins.

Nous n'avons pas le droit d'abandonner nos populations d'outre-mer à la barbarie d'un autre âge ou aux convoitises de voisins intéressés.

Le Général de Gaulle a fait naître un grand espoir : lui seul détient l'autorité et les moyens nécessaires pour solutionner le problème, pour mettre fin à un conflit qui nous a coûté tant de sacrifices, et plongé dans l'angoisse et le deuil tant de familles. Faisons-lui confiance !

ELECTRICES, ELECTEURS,

Enfant du terroir cent pour cent, attaché à mon pays natal et à ses traditions, je vis au milieu de vous, de la même vie que vous, je vous connais vous et vos familles, vos villages, je connais aussi vos besoins, vos soucis, je partage vos aspirations.

De votre côté, vous me connaissez suffisamment et d'assez longtemps, pour que je me croie dispensé sinon de vous exposer mon programme, du moins de me présenter plus longuement.

Mon programme ? Aujourd'hui comme hier, il tient en un mot : **Servir.**

Vous servir et non pas **me servir.** Servir tous et chacun, sans distinction d'opinion politique ou confessionnelle, de profession ou de situation sociale.

Paysans qui vous débattez au milieu de difficultés angoissantes, et qu'une politique agricole désastreuse conduit rapidement à la ruine.

Artisans Ruraux, qui rendez à tous d'inappréciables services, et que nous voyons hélas disparaître un à un de nos villages.

OUVRIERS, qui, par votre travail, concourez à la prospérité générale, et dont les aspirations ne sont pas toujours comprises.

Petits fonctionnaires aux **petits traitements.**

Commerçants, victimes d'une intolérable inquisition fiscale.

Industriels que des charges sociales et fiscales écrasantes mettent en mauvaise posture, face à la concurrence étrangère. Tous, vous pouvez compter sur moi pour appuyer vos revendications en ce qu'elles ont de fondé et de raisonnable.

Servir, c'est encore m'engager à défendre la famille et à en défendre, avec tous, les droits sacrés. C'est aussi défendre toutes nos libertés, et parmi celles-ci la liberté de conscience et la liberté scolaire, auxquelles nous sommes si profondément attachés.

Le programme que je vous propose est comme son auteur : **d'une seule pièce.** Il dépend de vous, qu'ensemble nous le réalisions, si par vos suffrages le 23 Novembre, vous me faites l'honneur de vous représenter. **Vive le Haut-Doubs ! Vive la Ve République ! Vive la France !**

Louis MAILLOT

Conseiller Général, Sénateur, Maire du Barboux,
Officier de Réserve de Chasseurs Alpins
Ancien Combattant Prisonnier de Guerre 39-40
Exploitant Agricole

Candidat National-Indépendant d'Action Sociale et Rurale patronné par " l'Union pour la Nouvelle République" (U.N.R.)

Simonne Frères, Morteau